

La Revue Canadienne publie un album littéraire et musical, paraissant tous les mois, par livraisons de 32 pages de matières littéraires et musicales. Les deux livraisons de l'année contiennent matière de 10 volumes ordinaires.

ON S'ABONNE :

À Montréal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST. VINCENT.

À Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

Education.

Industrie

Progrès.

AFFAIRES D'EUROPE.

ITALIE.

OUVERTURE DE LA CAMPAGNE.—Le roi Charles Albert, qui s'est fait loyalement le champion de l'indépendance italienne, est arrivé le 31 mars à Lodi, sur l'Adda, avec un des corps de son armée. Il avait été précédé par la division du général Bés, et il est suivi par une autre division qui commande un de ses fils. Il a adressé aussitôt à son armée une proclamation dans laquelle il rappelle à ses soldats la grandeur de l'œuvre qu'ils ont à accomplir, et leur promet qu'ils ne déposeront les armes qu'après que l'Italie aura recouvré son indépendance.

Le 1er avril au plus tard, ce prince, ayant 50,000 hommes sous ses ordres immédiats, a dû attaquer Radetzky, si ce dernier l'a osé attendre dans son camp de Montechiaro. Charles-Albert est rempli d'ardeur. Dans les conseils qui ont précédé l'entrée en campagne, il a, si nous sommes bien renseignés, déclaré à plusieurs de ses ministres beaucoup moins décidés que lui, "que pour la cause italienne il jurerait le repos du reste de sa vie et même sa couronne."

La position de Radetzky paraît de plus en plus critique. Après avoir quitté son camp retranché d'Ors-Novî et de Soneino, il a commis la faute de séparer en deux l'armée de 28 mille hommes qui lui restait encore. Un de ces corps a été dirigé par son ordre sur Mantoue; à la tête de l'autre, il a occupé lui-même la forte position de Montechiaro, où il paraît déterminé à recevoir la bataille; mais on assure qu'il manque déjà de vivres; et, réduit à une grande infériorité numérique, il n'aurait plus, en cas d'échec, d'autre refuge que la ligne de l'Adige. Vénise et ses faibles tours *navicelles*, s'il était vrai, comme l'affirme un journal de Mantoue même, que la citadelle de cette place eût capitulé.

Les captures suivantes ont été effectuées à Brescia, par les Lombards:

Le général Schuchals, deux colonels, deux lieutenants-colonels, cinquante officiers, le détachement *Brinde*, huit cents soldats de divers corps, soixante dragons à cheval, trois pièces de campagne, soixante voitures, caissons et fourgons. La citadelle d'Anfo est aux mains des Italiens.

Charles-Albert a été reçu avec enthousiasme à Pavie. Toute la ville a été splendidement illuminée. Comme il tenait en main l'épée que lui a envoyée le Pape Pie IX, et sur laquelle sont gravés ces mots: *Con questa spada Italia trionfara*, le peuple a voulu consacrer cette devise en affichant une multitude d'imprimés portant: *La spada di Carlo Alberto sera il trionfo de l'Italia*.

Voici du reste qu'elle était aux dernières dates, la position des choses, d'après le bulletin officiel publié par le gouvernement provisoire de Milan:

"Les corps francs lombards et suisses à Brescia.

Le général piémontais Bés s'est avancé jusqu'au-delà de Chiari avec un corps de 5,000 hommes.

Le général Crotti, avec un autre corps de 1,000 hommes était aujourd'hui à Lodi.

Le roi Charles-Albert et le duc de Gênes sont partis aujourd'hui de Pavie à la tête de 8,000 hommes et arriveront ce soir à Lodi.

"Suit le duc de Savoie, avec un autre corps de 2,000 hommes; 100 pièces de canon accompagnent ces troupes.

"10,000 Romains et 7,000 Toscans arrivent, par Bologne et Ferrare, sur les rives du Pô, qu'ils passeront à Sargo-Secero.

"On dit à Ragnolo que des corps francs lombards et suisses, auxquels se seraient réunis les Tyroliens insurgés, auraient surpris et fait prisonniers 700 ou 800 hommes, parmi lesquels 70 houlans et 50 officiers.

"Radetzky est resté tous ces jours-ci à Orzinovi et à Soneino: les troupes autrichiennes sont arrêtées sur les rives de l'Oglio. Il paraît que le général a abandonné l'idée de se jeter dans Mantoue, la forteresse manquée de vivres.

"Tout le pays, depuis le Pô jusqu'aux Alpes du Tyrol, est insurgé et armé; l'ennemi trouve partout des obstacles de toute espèce.

"Il n'est pas douteux qu'en présence d'un corps d'armée régulier Radetzky ne soit contraint de capituler."

Nous lisons dans une correspondance particulière:

"A Venise les Autrichiens ont évacué la ville, moyennant le paiement de trois mois de solde. Toute la plaine de l'ancienne république terre ferme est soulevée; Vicence, Padoue, Trévise sont occupées par des municipalités qui, comme celle de Venise, se sont mises en communication avec le gouvernement provisoire de Milan; de sorte que l'on peut dire que l'armée du général Radetzky, établie maintenant entre Mantoue et Peschiera n'a pas de retraite si elle est battue, et ne peut pas profiter de sa victoire si elle est victorieuse; cela sent la capitulation d'Ulm de vingt lieues, et je conçois les marches forcées de l'armée sardaise, pour avoir au moins l'honneur de signer l'évacuation complète de la Péninsule. J'ai cru d'abord à la possibilité d'une campagne; aujourd'hui que

j'ai eu les détails du conseil de guerre que présidait Radetzky au château avant d'évacuer, je me trompe fort, ou je puis dire que les choses finiront bientôt."

Une alliance offensive et défensive contre les Autrichiens est conclue entre le roi de Sardaigne le roi de Naples et le grand duc de Toscane.

TOSCANE.—Fivizzano est rentré dans la famille toscane à laquelle se sont volontairement incorporés Massa et Carrare. Le 27, au théâtre de la Pergola, le grand duc Léopold a été salué roi d'Etrurie.

Le grand duc de Toscane, sur la proposition du ministre de la guerre, a décrété la formation de deux camps militaires, l'un à Pietra Santa et l'autre à Pistoria. Le décret est en date du 26 mars 1848.

PARME, PLAISANCE, MODÈNE.—Les journaux italiens annoncent une contre-révolution à Parme, et une nouvelle révolution à Modène. Les partisans du duc de Parme lui avaient préparé une ovation populaire en même temps qu'il publiait une Constitution tout à fait libérale. Le voilà ainsi rétabli comme chef de l'Etat. La ville de Plaisance, qui forma jadis un duché séparé de celui de Parme, n'a pas voulu adhérer au mouvement de la capitale et s'est déclarée indépendante. A Modène, le conseil de régence qui gouvernait depuis le départ du duc, a été renversé. On a établi un gouvernement provisoire qui va faire procéder à l'élection d'une Assemblée Nationale, Reggio, dépendance du duché de Modène, et qui fut autrefois aussi un Etat particulier, n'a voulu adhérer ni à la première révolution, qui expulsait le duc de Modène, ni à la seconde, qui vient de renverser la régence. Ces discordes sont très regrettables dans des circonstances solennelles comme celles du jour; il est pénible de voir se réveiller toutes ces rivalités de ville à ville, qui, dans les temps passés ont fait le malheur de l'Italie et préparé son esclavage.

NAPLES.—On écrit de Naples, au *Nouveliste* de Marseille:

"La nouvelle de la révolution de la Lombardie nous est parvenue le 25 courant, et, dès qu'elle fut connue. Le peuple se porta en masse à l'ambassade d'Autriche, renversa les écussons qui en décoraient la façade, les traîna jusqu'à la place della Vittoria et les brûla. De là, la foule se porta à l'hôtel du ministre Brozzoli en criant: A bas le ministère! A bas Brozzoli, le renégat, le traître à la patrie.

"Le 26 au matin, plus de trois mille personnes se réunirent près du Palais-Royal avec deux drapeaux tricolores et un drapeau lombard aux cris de: A bas le ministère! Secours aux Lombards!

"La cavalerie se mit aussitôt en bataille devant la porte du palais, chargea ses armes et dégaina le sabre. Mais cette manifestation ne fit qu'accroître l'exaspération; la foule grossissait toujours, et les cris devenaient plus menaçants. Alors M. Gabriel Pèpé colonel de la garde nationale, sortit du palais, et, au nom du roi, promit que le ministère serait changé, et que des ordres seraient donnés pour secourir les Lombards.

"Dans la soirée du 26, le peuple s'assembla de nouveau dans l'intention de brûler aussi les écussons de l'ambassade russe; les Suisses refusèrent l'ordre de s'opposer à ce projet. A huit heures du soir, la foule se porta devant l'hôtel de M. Serracapriola, et successivement devant ceux des autres ministères, en proférant les mêmes cris: A bas le ministère!

"Tous les ministères ont donné leurs démissions, qui ont été acceptées; mais la composition du nouveau cabinet rencontre des difficultés très graves, parce qu'on ne veut pas se départir des vieilles habitudes. Cependant, si le roi n'agit pas vite, le peuple pourrait bien lui dire: Il est trop tard! et agir à sa place."

SICILE.—La séparation politique entre Naples et la Sicile est désormais un fait accompli.

Le parlement sicilien est ouvert. Les deux chambres (pairs et députés) sont constituées. Le vicé-amiral Ruggiero Settimo, chef de la révolution, a été proclamé régent.

On lit à ce sujet dans une lettre de Naples:

"Hier, 27, à six heures du soir, un vapeur anglais, venant de Palerme, nous a apporté le discours d'ouverture du parlement de Sicile, prononcé par le président. En lisant ce document remarquable, il est impossible de ne pas admirer toutes les grandes choses opérées en si peu de temps par le gouvernement provisoire. La séance d'ouverture a été magnifique, et l'ordre admirable. Le parlement s'est continué en permanence.

ETATS PONTIFICAUX.—On écrit de Ferrare.

"Les Autrichiens, épouvantés par l'insurrection, partent de tous côtés sans armes et sans bagages. L'arsenal de Venise, qui est au pouvoir de la République, renferme 400 canons et 600 mille fusils. La République distribue ces armes au peuple. Personne ne peut voyager à Venise et dans le pays vénitien sans passeport spécial. Don Carlos, ayant un faux passeport, a été arrêté, puis relâché après s'être fait connaître. 6,000 déserteurs de l'armée autrichienne ont été arrêtés dans le pays vénitien.

PIÉMONT.—La *Gazette piémontaise* publie, à la date du 29 mars, une ordonnance par laquelle est sanctionnée l'émancipation des israélites. Désormais, ils seront admis à jouir de tous les droits civils accordés aux autres citoyens, et à obtenir tous les grades académiques de l'Université.

SAVOIE.—La *Gazette de Lyon* publie la lettre suivante:

"Chambéry, 31 mars 1848.
"La Savoie se constitue demain en Etat républicain indépendant; un gouvernement provisoire sera constitué et la république savoisienne proclamée, le pays immédiatement convoqué pour décider de son sort politique.

"Il n'y a dans cette résolution rien d'hostile pour le roi, qui vient de nous doter d'institutions très libérales; rien de désaffectueux pour la France républicaine, à qui nous conservons nos sympathies; rien enfin qui préjuge aucun parti.
"Tous nos concitoyens seront consultés. C'est notre droit, c'est notre devoir. Nous ne sommes plus au temps où l'on dispose des peuples comme d'une propriété. M. de Lamartine ne vient-il pas de déclarer que la France ne se permettrait ni intervention directe ni intervention déguisée?"

Une autre lettre, en date du 1er avril, est ainsi conçue:

"Que de fluctuations en peu d'heures!
"Hier, nos autorités militaires étant sur le point de nous laisser, on arrêta le gouvernement provisoire que je vous ai annoncé.

"A neuf heures, le peuple inquiet s'est porté sur la place de l'Hôtel de Ville, et a voulu protester par ses vivats et ses sympathies; puis il s'est porté en foule au château pour renverser le gouvernement.

"Ce matin, une autre manifestation pareille a eu lieu au champ-de-Mars, où la garde nationale a été passée en revue.—Tout cela fait renoncer momentanément au projet d'un gouvernement provisoire indépendant."

Enfin, on lit dans le *Censeur*, de Lyon, sous la même date:

"On disait que les jeunes gens de Chambéry se disposaient à aller au-devant de leurs compatriotes venant de France; on avait cherché à alarmer les campagnes sur les intentions des arrivants, mais cette inquiétude est dissipée."

La *Gazette piémontaise* du 2 avril annonce que les députés de la Savoie ont dirigé de la Savoie sur la Lombardie avaient reçu comme députés, et devaient rester à leur poste, pour comprimer un mouvement probable.

RUSSIE.

Le manifeste suivant de l'empereur a été publié à Saint-Petersbourg.

"Après les bienfaits d'une longue paix, l'Europe occidentale se trouve en ce moment livrée tout à coup à des perturbations qui menacent tout pouvoir légal, et le système social tout entier. L'insurrection et l'anarchie, sorties de France, ont bientôt passé la frontière Allemande et se sont répandues dans toutes les directions avec une audace qui est allée croissant en proportion des concessions des gouvernements. Cette plaie dévorante a enfin attaqué nos alliés l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse; aujourd'hui dans sa furie aveugle elle menace notre Russie, cette Russie que Dieu a confiée à nos soins; mais le ciel défend qu'il en soit ainsi.

"Fidèle à l'exemple que nous ont transmis nos ancêtres, après avoir invoqué l'aide du Tout-Puissant, nous sommes prêts à rencontrer nos ennemis de quelques côtés qu'ils se présentent et sans épargner notre personne. Nous montrerons à quel point nous sommes indissolublement liés à notre sainte patrie, pour défendre l'honneur du non-Russe et l'inviolabilité de notre territoire. Nous sommes convaincu que chaque Russe, chacun de nos fidèles sujets, répondra avec joie à l'appel de son souverain. Notre vieux cri de guerre: notre foi, notre souverain, notre pays, nous guidera une fois encore dans le sentier de la victoire, et alors avec le sentiment d'un humble orgueil, comme aujourd'hui avec le sentiment d'une sainte espérance, nous nous écrierons: "Dieu est avec nous." Entendez, peuples et soumettez-vous car Dieu est avec nous.

"Donné à Saint-Petersbourg le 14 mars 1848, la 23e année, de notre règne.

Cette proclamation a été, dit-on, reçue avec enthousiasme. Nous voudrions bien savoir pourquoi.

COLONISATION DES TOWNSHIPS.

Nous appelons l'attention publique sur la lettre suivante dont nous parlons dans notre dernière feuille. Nous la faisons suivre d'un extrait d'une autre lettre adressée également par M. O'Reilly sur le même sujet au *Journal de Québec*. Cet extrait devrait être reproduit par toute la presse française du pays. Il aura pour effet de dissiper les illusions d'une foule de gens qui s'imaginaient que les établissements canadiens des Townships seraient des asiles pour les faibles et les coureurs de rues et de carrefours des villes et des campagnes, et que le clergé et le gouvernement allaient les nourrir et les loger aux frais de l'Etat.

MONTRÉAL, mardi, 25 avril 1848.

M. le Rédacteur.—Le public canadien voudra bien me permettre de lui adresser une IVe lettre sur la colonisation des townships. Le sujet n'est pas encore usé; notre but n'est pas encore, à beaucoup près, atteint. Nous ne sommes encore, après toutes nos assemblées et tous nos longs discours, qu'au commencement de nos travaux. Le premier pas est maintenant fait, pas immense, sans doute; mais ce n'est toujours qu'un premier pas. Notre association sût-elle organisée dans toutes les campagnes, comme dans les deux grandes villes, aurait bien des obstacles à vaincre, avant que d'être en voie de se mettre à l'ouvrage.

Que l'on s'efforce seulement de compléter partout cette organisation. Il n'y a pas un moment à perdre. Les bons citoyens qui ont à cœur le succès de notre belle œuvre, comprendront facilement de quelle importance vitale, il doit être pour nous, de voir chaque paroisse se réunir, sans délai, pour élire leurs comités locaux, et se mettre en rapport avec le comité central de chacun des deux grands districts entre lesquels se partage notre association. Je le répète il n'y a pas un jour à perdre. Profitons des chances si heureuses du succès, que nous offertes les circonstances au milieu desquelles notre société vient de prendre naissance. Et appelons-nous bien que jamais en Canada, aucune association ne s'est vue, dès son apparition, entourée de plus de sympathies, ni de plus fortes et plus nombreuses garanties de protection de la part des autorités, de support de la part de la grande masse du peuple.

La compagnie des terres par l'intermédiaire de M. Galt, nous cède les terres de Roxton, et toutes celles qui lui restent dans les townships à des conditions que les plus difficiles trouveront bien avantageuses. Dirai-je que Son Excellence le gouverneur-général se montre très favorable à notre association, et pour preuve, elle vient de faire la noble donation de £20 à M. le trésorier-général? Il n'est pas besoin d'informer le pays que les membres de la nouvelle administration désirent vivement seconder nos efforts. Mais ce qui doit exciter le zèle de tout le monde, c'est l'espoir bien fondé que nous avons d'obtenir les terres de la couronne à des termes tels, que quiconque n'en voudra pas profiter, sera un insensé.

Voilà ce qu'il est bon que tout le monde sache dès à présent. J'ajouterais que parmi le clergé, comme parmi le peuple, il y a un homme qui est ami de son pays et de ses compatriotes n'hésitera pas à joindre sa voix à notre voix, et son zèle à nos efforts, pour assurer aux Canadiens-français, à tout le Canada, les immenses et inappréciables bienfaits d'un système de colonisation que tout le monde conspire à faire réussir.

Si donc, on m'a permis d'en appeler avec la vivacité et la chaleur qui me sont naturelles, au patriotisme et à la religion de mes concitoyens, pour les stimuler il y a deux mois, à s'associer pour mettre une digue au torrent de l'émigration du côté des Etats et du Haut-Canada on me pardonnera, à l'heure qu'il est, de m'adresser avec toute l'énergie de mon âme, à leur amour pour leur patrie et leurs frères, afin de les engager à s'enrôler de suite dans les rangs de la nouvelle association.

Si la précipitation est dangereuse quand des obstacles temporaires s'opposent à l'exécution immédiate d'un dessein, les délais sont funestes dans une entreprise où le succès dépend d'une action prompte, universelle, énergique. L'enthousiasme populaire qui s'est manifesté en des occasions récentes, et qui dure encore dans les villes, n'aura fait que du mal, si on lui permet de se refroidir ou de s'éteindre, sans résultat pratique.

Je voudrais donc, tout en rendant compte de quelques retards inévitables que l'association a dû essuyer, faire voir l'urgence nécessaire d'une action prompte et simultanée chez tous les amis de notre bonne cause.

Nous n'attendons, pour publier un programme de nos opérations prochaines, qu'une réponse quelconque à la requête présentée à Son Excellence par le comité central de régie. Cette réponse, nous en avons l'espoir, sera conforme à nos desirs, et en rapport avec les vœux larges et généreux d'un gouvernement libéral. Les conditions auxquelles seront cédées les terres incultes de la compagnie du M. Galt seront publiées en même temps. De sorte que le printemps ne se passera pas, avant que nous soyons à même de dire à tous les membres de l'association, quelles sont les localités dans le voisinage de Québec ou de Montréal où nous allons de suite former des établissements.

Un peu de patience donc, de la part de ceux dont l'ardeur dévance des ressources peu assurées, et la marche nécessairement lente et embarrassée d'une société qui n'existe que depuis quelques jours! Un peu de patience, et nous aurons satisfait au zèle de nos amis, et répondu aux objections de nos ennemis! Mais s'il faut avoir cette louable patience, d'un côté; de l'autre, il faut mettre la plus grande ardeur à organiser les paroisses des campagnes. Quelque soit le poids de l'association des deux villes prises ensemble ou séparément, quand il s'agit d'obtenir de la législature ou de l'administration un concours effectif; combien plus puissante

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
(Payable d'avance.)
Abonnement au Journal semi-hebdomadaire seul, \$1.
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, seul, \$1.
Aux deux publications réunies, \$2.
Tout Instituteur s'abonnant et payant l'abonnement, moitié prix quel qu'il soit.
PRIX DES ANNONCES.
Six lignes et au-dessous, première insertion, \$2.
Six lignes et au-dessous, première insertion, \$2.
Au-dessus par lignes, \$1.
Toute insertion subséquente, le quart du prix (à l'exception des lettres.)

encore serait l'influence de cette association quand sa voix serait celle de tout le Bas-Canada? On ne résiste pas à la demande de toute une grande population quand cette demande est basée sur la justice, la liberté, et les premiers principes de l'économie politique; quand cette demande est présentée par les représentants élus de cette même population.

Ainsi, c'est un devoir pour les Canadiens-Français de s'organiser en toute hâte. Il ont bien compris le profond de la plaie faite à leurs familles par ces émigrations annuelles de jeunes gens; l'entraînement dont je suis à présent témoin, m'assure qu'ils sentent tout de même, les avantages qui vont découler de notre association. Il ne s'agit que de nourrir, de fortifier cette sympathie pour notre œuvre.—Le clergé canadien voyant combien notre projet peut promouvoir les intérêts de la religion, et la prospérité de leur peuple, ne demandera pas mieux que de prêter à l'association l'appui de son patriotisme, des ses lumières, et de son influence.

Dans votre prochaine feuille, je me propose de profiter de votre bonne volonté, M. le rédacteur, et de vous adresser quelques remarques qui pourront servir à mieux faire comprendre notre système pratique de colonisation. Occupé comme je le suis dans ce moment, à préparer pour la presse anglaise, une brochure destinée à expliquer notre but, et notre plan; et à dissiper les injustes préventions que l'on excite contre nous; je dois terminer ici cette lettre, et vous prier d'agréer la considération avec laquelle, J'ai l'honneur d'être, Votre dévoué serviteur, B. O'REILLY.

Extrait d'une lettre adressée au *Journal de Québec* en date du 22 avril 1848:

Vous, Monsieur, qui avez tant à cœur l'avancement de cette œuvre patriotique, veuillez donc bien faire entendre à ces Canadiens-Français, qu'il n'est point entré dans nos plans, ni dans nos vœux, de ramener tous les coureurs de rues et de carrefours en ville et dans les campagnes, pour les transporter aux townships, les y nourrir et les loger. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de dire aux hommes de bonne volonté, aux hommes sobres, travailleurs, honnêtes et persévérants: "Voulez en tel et tel endroit des terres magnifiques à des conditions avantageuses."

Un homme qui n'est pas sans doute, quo nous ayons dessein de remplir nos nouvelles établissements de pauvres et de gueux. Tâchons, au contraire, d'obtenir du gouvernement et des grands propriétaires, tout ce que nous pourrions; commençons par des familles honnêtes et qui aient quelques petits moyens, plus tard, des familles plus pauvres, mais industrieuses, se placeront avec plus d'avantage. Si l'on voulait fixer dès à présent, dans un même lieu, toutes les personnes indigentes qui se présentent, ce serait tuer notre entreprise au premier jour. Patience, donc, et tout le monde aura son tour.

OPINION DE LA PRESSE.

(Des *Mélanges Religieux*.)

L'UNION ET LA NATIONALITÉ.

Dans sa feuille d'hier, l'*Avenir* dit à ses lecteurs:

"Nous prions nos lecteurs de s'arrêter particulièrement sur la circulaire en tête signée 'Droits du Peuple.' Nous nous rendons absolument solidaires des principes que l'épiscopat y proclame, parce qu'ils sont ceux qui nous avons toujours soutenus et que nous sommes bien déterminés à proclamer toujours. Ces principes sont justes, inébranlables. Nos confrères peuvent prendre comme venant de nous les arguments qui s'y trouvent à leur adresse. Notre correspondant nous épargne pour le moment la peine de répondre aux journalistes qui nous ont attaqués d'une manière si déloyale."

Puisqu'il en est ainsi, puisque l'*Avenir* est solidaire des principes du correspondant, et que ce journal nous adresse les mêmes arguments que 'Droits du Peuple,' il ne saurait trouver mauvais que nous considérions cette communication comme étant un article éditorial, et par là même que nous agissions en conséquence. Quo dit donc l'*Avenir*?

Il commence par dire que le peuple se réveille, qu'il demande des réformes, et qu'il veut connaître les causes de l'Acte d'Union et ses conséquences désastreuses pour le pays. Là-dessus, l'*Avenir* fait de lui-même le plus bel éloge qu'il peut pour le faire, et puis il attaque successivement la *Revue Canadienne*, la *Minerve*, le *Journal de Québec*, les *Mélanges Religieux*, et toute la presse tory, et conclut qu'au fond de tout cela, il y a la plus infâme malice, la plus noire calomnie et la plus dangereuse des lésions. Passant alors au mérite de la question, l'*Avenir* ne voit pas trop pourquoi les journaux réformistes et les journaux tories l'attaquent à propos de sa nouvelle politique. Selon lui, c'est là un fait "incompréhensible et qui surpasse l'imagination." Il s'adresse donc à la *Revue*, aux *Mélanges* et consorts, et esboje de leur